

RETARD DANS LA PROGRAMMATION DU PROCÈS DE L'ASSASSIN D'ALI TOUNSI

La défense d'Oultache compte saisir Louh

Les avocats du présumé assassin de l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, Ali Tounsi, comptent monter au créneau dans les prochains jours pour interpellier le premier responsable du département de la justice. Le retard accusé dans la programmation du procès du mis en cause, à savoir M. Chouaïb Oultache, est à l'origine de la colère de la défense.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Six années (25 février 2010-25 février 2016) sont passées depuis l'assassinat d'Ali Tounsi, l'ex-patron de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) et l'affaire est toujours pendante devant la justice.

Alors que l'affaire a été renvoyée devant le tribunal criminel près la cour d'Alger, après plusieurs pourvois en cassation, tant devant la chambre d'accusation que devant la Cour suprême, les avocats des deux parties sont toujours dans l'attente de la tenue d'un procès. Cette fois-ci, c'est le collectif assurant la défense du principal mis en cause dans cette affaire qui compte passer à la vitesse supérieure en interpellant le garde des Sceaux.

Selon des sources proches du dossier, la défense va adresser une lettre au ministre de la Justice lui demandant «d'agir et instruire qui de droit pour la programmation du procès dans les plus brefs délais».

Pour sa part, la famille de la victime veut connaître la vérité, au moment où et du fond de sa cellule, son présumé assassin, en l'occurrence Chouaïb Oultache, attend la programmation de son procès.

La chambre d'accusation près la cour d'Alger avait renvoyé ledit dossier, faut-il le rappeler, devant le tribunal criminel pour les chefs d'inculpation «d'homicide avec préméditation, guet-apens, tentative d'assassinat avec préméditation et port d'arme sans autorisation».

Le procès devait se tenir en 2015, mais pour des «raisons inconnues», il n'a jamais été programmé par le parquet général. L'instruction de l'affaire avait connu plusieurs rebondissements. D'ailleurs, les avocats de la défense se sont pris au juge instructeur qui, selon eux, «s'est surpassé à travers le faux ostentatoire qu'il a commis, pour corroborer la thèse de la police judiciaire et en falsifiant les déclarations d'Oultache



Toujours dans l'attente de la tenue d'un procès.

Chouaïb lors de la reconstitution du crime». Mieux, la défense relève que lors de cette constitution, Oultache avait déclaré avoir tiré «quatre balles», et qu'il n'a «jamais» visé la tête du défunt.

Le rapport de l'expertise avance la thèse de la mort par deux balles tirées en direction de la tête du défunt. «Mystère ?», dit-on. Et pourtant, l'auteur présumé du crime est considéré comme son homme de confiance. Lui, c'est Chouaïb Oultache, un ancien colonel de l'armée de l'air, qu'il a lui-même (feu Ali Tounsi) décoré symboliquement du grade de divisionnaire, avant

qu'il ne lui confie l'unité aérienne de la police. Cinq mois plus tard, l'enquête conclut à un «acte isolé», suscitant aussi bien la réaction de la partie civile, qui récusé le mobile retenu, que celle de la défense de Chouaïb Oultache, qui estime que ce dernier «a blessé» le défunt et que «d'autres l'ont achevé». Tous les comptes-rendus de presse citant l'arrêt de renvoi avaient fait état des circonstances du crime.

Selon la même source, le crime a eu lieu suite à une altercation, juste avant la tenue d'une réunion-bilan avec les cadres de la police, il y a six années, soit dans la matinée

du jeudi 25 février 2010. Oultache insistait pour être reçu avant ses collègues. Il entre dans le bureau du directeur général, qui le reçoit froidement. Il demande le report de la réunion pour permettre à ses collaborateurs d'achever leur travail. Feu Ali Tounsi refuse. «C'est aujourd'hui que les comptes doivent être rendus...», lui dit-il. Une altercation s'ensuit. Début d'un clash ! Les deux responsables abordent la question des marchés de télésurveillance et de télécommunication. Tounsi s'empare. «Ton service est resté à la traîne, tu m'as mené en bateau et tu t'es arrangé pour donner tous les marchés à l'armée. Vous êtes tous des traîtres», lui lance-t-il.

Six ans après, l'affaire n'est toujours pas jugée. Il y a une année, maître Belarif se dit «convaincu que le procès n'aura pas lieu tant que la Cour suprême n'aura pas validé la condamnation de Oultache dans l'affaire liée aux marchés des équipements informatiques attribués à la société privée ABM, dont le directeur général adjoint est son gendre. Aujourd'hui, cette même défense compte user d'une autre procédure : celle de saisir le ministre de la Justice et garde des Sceaux ; affaire à suivre.

A. B.

OPÉRATION TERRORISTE D'ERRICH À BOUIRA

L'étau se resserre sur les derniers terroristes encerclés

L'opération militaire qui a cours depuis le 17 mai dans la forêt d'Errich, au nord de Bouira, est près de se terminer, a-t-on appris hier de sources sécuritaires sûres.

En effet, après l'élimination de trois terroristes avant-hier dans la soirée, suite à un violent accrochage qui a duré plus d'une heure entre les forces spéciales de l'ANP et les six terroristes toujours encerclés dans les lieux, opération dont le MDN a d'ailleurs rendu compte à travers un communiqué en rappelant que le bilan total de l'opération est de 12 terroristes dont un vivant et la récupération d'un

arsenal d'armes de guerre, avant de rendre public, hier dans la matinée, un autre communiqué sur l'identité de ces trois terroristes éliminés la veille, à savoir Mohamed D., âgé de 45 ans et natif de Khemis-El-Khechna, C. Djillali, âgé de 43 ans, natif de Souk Lekhmis et enfin, Abdelghani. A., âgé de 41 ans natif de Sétif. Hier, l'heure était au resserrement de l'étau autour de l'endroit où les derniers terro-

ristes du groupe évalué à 15 individus seraient cachés.

Hier, alors qu'aucun déplacement vers les lieux n'était toléré, nous avons appris de sources sûres que la présence des familles de terroristes dans les parages était plus que probable et si les militaires déployés depuis le 17 mai dernier en nombres ne sont pas passés à l'offensive pour venir à bout de ces derniers terroristes encore cachés dans les parages, c'est justement pour épargner la vie des femmes et des enfants qui seraient pris presque en otage par les terroristes dans ces casemates.

H. M.

BÉJAÏA

Rassemblement de solidarité avec le groupe *El Khabar*

Une foule nombreuse a pris part, hier, à un sit-in organisé en soutien au groupe *El Khabar* dont le rachat des actifs par la filiale Ness-Prod du groupe Cevital a fait l'objet d'une action en justice par le ministre de la Communication, Hamid Grine.

Des militants politiques autonomes, des membres de la corporation locale des journalistes, des animateurs du mouvement associatif, des syndicalistes et des militants des droits de l'Homme, des représentants de nombreux partis politiques de l'opposition ainsi que de nombreux anonymes ont tenu à marquer leur présence à ce rassemblement observé sur la place de la liberté de la presse Saïd-Mekbel à l'appel du collectif des journalistes de la wilaya de Béjaïa.

Un rassemblement, le deuxième du genre, initié par le collectif local des journalistes qui intervient la

veille du procès opposant le groupe de presse *El Khabar* au ministre de la Communication. Une action de solidarité avec *El Khabar* fortement appuyée par la société civile et certaines stars de la chanson kabyle.

Sur les pancartes brandies durant toute la durée du regroupement, l'on pouvait lire «je suis *El Khabar*», «M'ulac *El Khabar* ulac», «Pour la liberté de la presse !», etc. Dans une déclaration-appel du collectif des journalistes de la wilaya de Béjaïa lue lors du rassemblement, il est souligné que «le pouvoir mène une guerre sans répit contre les espaces d'expression et

la presse libre. Il vient d'en faire la énième démonstration avec ce qui est devenu l'affaire *El-Khabar*», note-t-on.

Dans son appel à la solidarité également avec les travailleurs d'*El Khabar*, le même collectif de journalistes de Béjaïa estime que «cette logique mortifère fait partie d'un plan global, celui de museler toutes les voix discordantes avec le discours officiel et étouffer la presse libre pour enlever au peuple ses tribunes d'expression».

Le CDDH, le Comité de solidarité aux travailleurs de la wilaya de Béjaïa, le Café littéraire de Béjaïa, le Snapap, le SNTE et la Radio Gouraya dans un appel appuyant le rassemblement de solidarité au groupe *El Khabar* estiment que la situation politique qui prévaut dans le pays est «d'une extrême gravité.

Elle obéit à une orientation qui menace les fondamentaux du processus démocratique». «Cette pratique politique se matérialise par la remise en cause des droits et libertés démocratiques, chèrement acquis par des sacrifices pendant plusieurs décennies», notent les signataires de la déclaration lue lors du rassemblement.

Les mêmes signataires exigent dans leur document l'arrêt immédiat des menaces à l'encontre du quotidien *El Khabar* en tant que base matérielle du processus de la liberté de la presse, la préservation de l'emploi des travailleurs du groupe *El Khabar*, le respect de la liberté d'expression et syndicale et celui de l'indépendance de la justice en tant que pilier d'un Etat démocratique.

Intervenant lors d'une prise de parole improvisée pendant le ras-

semblement, des représentants de partis politiques à l'image du RCD, du MDS, Jil Jadid, du PT, Talai El Houriat, le forum socialiste et ceux des syndicats autonomes le Snapap, SNTE, le président du collectif des victimes du printemps noir et le porte-parole du Manifeste kabyle ont, tour à tour, exprimé leur «soutien indéfectible au groupe *El Khabar* et à toute la presse indépendante» tout en dénonçant ce qu'ils qualifient «de conspiration politique du pouvoir contre la presse indépendante».

Les manifestants se sont dispersés dans le calme tout en se disant «mobilisés» pour défendre la liberté de la presse et «à l'écoute» du verdict du procès attendu pour aujourd'hui entre le groupe *El Khabar* et le ministre de la Communication.

A. Kersani